



FICHE DE POSTE

Développeur/développeuse

confirmé(e) « back »

Le Conseil constitutionnel contrôle la conformité des lois à la Constitution, soit directement après leur adoption soit postérieurement à leur entrée en vigueur dans le cadre d'un procès en cours (question prioritaire de constitutionnalité). Il contrôle également la régularité des élections présidentielle, parlementaires et des référendums. Il proclame le résultat de l'élection présidentielle et des référendums.

Sous l'autorité du Secrétaire général et d'une directrice de projet, une équipe conduit un chantier global pluriannuel de modernisation, dénommé NOD, afin de mettre en place une plateforme de travail de la chaîne de traitement des décisions modernisée, cohérente, disposant de technologies pérennes et interopérables, et adaptée à l'ensemble des services du Secrétariat général.

PRESENTATION DU PROJET

Le système d'information juridictionnel actuel (SIGrefe et SIJur) conçu au début des années 2010 montre aujourd'hui des limites fonctionnelles et techniques et ne permet pas de répondre aux nouveaux besoins des utilisateurs.

Le Conseil constitutionnel se donne donc pour ambition de lancer un chantier global de transformation numérique sur trois ans afin de moderniser les bases de données et les applications utilisées pour remplir sa mission juridictionnelle.

Le projet NOD consiste à créer une chaîne de traitement globale en unifiant les données, en mettant en place des applications modernisées et connectées à long terme, dont le Conseil pourra assurer en propre la maintenance. Ces nouveaux outils devront assurer la mise à disposition des données historiques et nouvelles en facilitant leur production, leur exploitation et leur diffusion aussi bien au sein du Conseil qu'auprès des autres acteurs institutionnels et du grand public.

Les enjeux du projet sont les suivants :

- Mettre en place de nouvelles applications afin de remplacer les applications existantes en assurant la continuité des services et l'accès aux données historiques ;
- Permettre au personnel du Conseil d'assurer la maintenance et l'évolution des applications.

Le projet se présente en trois grands blocs de développement :

- Le bloc « *Gestion des affaires* » & « *Gestion des documents* », qui consiste en la mise en place d'un référentiel global pour les travaux du Conseil, d'un workflow de traitement des

affaires, de la génération de documents liés à ces affaires et d'un système de partage des données ;

- Le bloc « *Analyse juridique* » & « *Recherche* », qui consiste en la mise en place d'un format d'échange avec différentes applications du texte des décisions, l'enrichissement documentaire et juridique de ces décisions, et la mise en place d'un moteur de recherche spécifique sur l'ensemble des documents liés aux affaires ;
- Le bloc « *Statistiques* », qui consiste en la mise en place d'un module de statistiques global.

ACTIVITES PRINCIPALES DU POSTE

Le poste s'inscrit dans le cadre de ce projet stratégique de modernisation. A cet effet, le service informatique prend pleinement part au chantier de refonte des outils de gestion des décisions du Conseil constitutionnel, en apportant notamment à chaque étape de la démarche son expertise sur les choix méthodologiques, fonctionnels et technologiques possibles et la cohérence de ceux-ci avec l'architecture d'ensemble du système d'information du Conseil constitutionnel et en assurant le développement des applications.

En appui du chef développeur (« lead développeur »), le développeur/la développeuse confirmé(e) devra réaliser des tâches de développement logiciel dans un environnement agile et en accord avec les exigences qualité du Conseil constitutionnel. Il/elle devra rendre compte au lead développeur et participer à l'écriture de la documentation technique des outils développés (documentation de code, mise à jour des spécifications et de l'environnement technique).

En échanges constants avec ses homologues, le développeur/la développeuse trouvera un environnement de travail propice à la montée en compétence sur des techniques de développement, la méthodologie basée sur l'agilité et l'intelligence collective et sur le génie logiciel. Il travaillera en collaboration étroite avec les « *Product owners* » et devra régulièrement échanger avec les administrateurs système et réseau. Il pourra être source de propositions d'évolution de l'exécution des travaux (nouvelle technologie ou méthode pertinente, amélioration continue).

COMPETENCES REQUISES

Expérience confirmée en développement logiciel sur des environnements techniques variés, **avec un minimum de 3 ans d'expérience** (secteur public ou privé).

Langages/Framework :

- Typescript ou Javascript (Ecmascript 6) ;
- SQL ;
- NodeJS.

Pratiques :

- Programmation orientée objet.

Logiciel :

- yarn/npm.
- Git ;
- Gitlab ;
- Visual studio code ;
- Postgresql ;
- Confluence.

Les candidats seront soumis à une séance de pair programming de deux heures avec le lead développeur.

COMPETENCES SOUHAITEES

Langages/Framework :

- Jest (Test unitaires) ;
- Mikro-Orm ;
- Koa/express.

Pratiques :

- Test Driven Development ;
- Domain Driven Design.

Savoir être

- Capacité à travailler à la fois en autonomie et en équipe ;
 - Capacité à rendre compte et documenter ;
 - Respect de la confidentialité ;
 - Capacité d'adaptation et connaissance des méthodes agile.
-

EMPLOI TYPE/DUREE DE LA MISSION

Développeur confirmé, avec un minimum de 3 ans d'expérience.

Poste ouvert, pour la durée du projet NOD, estimée à trois ans :

- Par voie de détachement aux agents des trois fonctions publiques (Etat, territoriale, hospitalière) de catégorie **A**;
- Aux contractuels titulaires d'un diplôme *de niveau II et III* dans les métiers de l'informatique dans le cadre d'un CDD projet, conformément au décret n° 2020-172 du 27 février 2020 relatif au contrat de projet dans la fonction publique.

ENVIRONNEMENT DE TRAVAIL

Le poste est éligible au télétravail selon les conditions fixées par le référentiel du Conseil constitutionnel.

Le télétravail est autorisé sur ce poste dans le cadre d'une convention de télétravail s'appliquant à l'ensemble des agents internes au Conseil constitutionnel dont les missions peuvent, en partie, être effectuées à distance. En ce sens, le titulaire du poste à pourvoir disposera d'un quota annuel de jours

de télétravail à disposition et pouvant être posé en dehors des impératifs de présence dictés par le projet.

Le poste est localisé à Paris 1^{er}.

PROCEDURE DE RECRUTEMENT

Poste à pourvoir : le 1^{er} octobre 2024

Date limite de candidature : le 15 septembre 2024

Lettre de candidature et CV à adresser à : Mme Brigitte Pastouret, directrice du projet NOD, aux adresses suivantes :

rh@conseil-constitutionnel.fr

dsi@conseil-constitutionnel.fr